

lin, commissaire de police, s'est présenté, suivi d'environ trois cents hommes à l'entrée de l'église Saint-Germain, pour en prendre possession au nom du Conseil d'Etat, la fermer et empêcher qu'on en sorte aucun objet.

« En ce moment, MM. Jacquard et Bouvier (missionnaires) étaient dans leur chambre. Entendant le tumulte, ils descendirent en toute hâte et pénétrèrent à travers la foule jusqu'à la porte de la sacristie, où ils rencontrèrent M. Coulin. Leur première pensée fut de sauver le Saint-Sacrement, et ils l'exprimèrent à haute voix. A ce moment, le commissaire de police s'approchant de M. l'abbé Jacquard, lui dit qu'il voulait lui parler à part. La porte de la sacristie ayant été ouverte, plusieurs personnes y pénétrèrent. Là commença une altercation entre M. Coulin et M. Jacquard, qui exprima la volonté d'aller au tabernacle chercher le saint ciboire.

« J'ai l'ordre du Conseil d'Etat, dit M. Coulin d'empêcher qu'on enlève quoique ce soit de l'Eglise. » En disant ces mots, il sortit de sa poche sa massette, pour indiquer sa charge.

« Comment ! répartit M. l'abbé Jacquard, nous ne pourrions enlever le Saint-Sacrement ! Je ne reconnais à personne le droit de nous empêcher de le sauvegarder. »

« M. Coulin, un peu ému, lui dit : « Dans ce cas, faites une demande au Conseil d'Etat, et je la porterai. »

« — Je n'ai aucune permission à demander au Conseil d'Etat pour retirer le Saint-Sacrement, je ne reconnais pas sa compétence en cette matière. »

« M. Coulin, surpris de cette persistance, voulut s'excuser en disant qu'il était obligé d'accomplir son mandat.

« — Vous mettez donc opposition à ce que je retire le Saint-Sacrement ?

« — Ce n'est pas moi, mais le Conseil d'Etat.

« — En ce cas, dit M. Jacquard, je vais dresser ma protestation. » Il prit alors la plume et rédigea à la hâte les lignes suivantes :

« Je soussigné déclare que la défense formelle d'enlever le Saint-Sacrement de l'Eglise de Saint-Germain m'est faite par E. Coulin, commissaire de police, au nom du Conseil d'Etat de Genève. Je proteste énergiquement au nom de E. Fleury, recteur de Saint-Germain, et au nom de tout le clergé de la paroisse, contre cette violence qui nous est faite et qui atteint la foi et les plus profonds sentiments de tout cœur catholique.

« Je laisse aux hommes du pouvoir toute la responsabilité de cet acte, priant Dieu de leur pardonner.

(Signé) JACQUARD, J.-M. missionnaire apostolique.

« M. l'abbé donna lecture de sa protestation et invita M. Coulin à la signer. Celui-ci refusa et revint à la proposition d'en référer au Conseil d'Etat.

« Encore une fois, répondit M. Jacquard, je vous dis que le Conseil d'Etat n'a rien à statuer à cet égard. Je veux enlever le Saint-Sacrement du tabernacle, et je déclare, en présence de tous ces messieurs, que je ne cède qu'à la violence. »

M. Coulin partit alors pour la maison de ville et en revint au bout de quelques minutes, disant d'un air embarrassé qu'il y avait eu malentendu de sa part et que le Conseil d'Etat ne voyait pas d'obstacle à ce que le Saint-Sacrement fut retiré.

Pendant cette scène, des gens, qui se faisaient passer pour catholiques, étaient là devant le Saint des Saints, chapeaux sur la tête, parlant haut, faisant le vacarme, se conduisant enfin comme d'abominables impies qu'ils sont.

— La crise sociale qui bouleverse la France depuis quel-

ques mois ne semble pas vouloir s'arrêter ; tout au contraire, elle prend tous les jours une intensité plus grande.

Pour le moment du moins, la candidature de M. le Comte de Chambord au trône paraît être abandonnée. On l'obligeait à souscrire à trop de conditions et comme il le dit lui-même dans une lettre adressée à un des membres de l'Assemblée Nationale, M. Chesnelong, il n'a pas voulu devenir le roi de la Révolution, ce qui aurait certainement été le cas, s'il eût accepté les conditions qu'on lui faisait.

La République est donc aujourd'hui la seule perspective laissée à la France et les radicaux profitent du découragement des conservateurs pour faire accepter cette malheureuse République, qui a déjà couvert la France de sang et lui a fait perdre la position élevée qu'elle occupait sous ses rois légitimes.

Mgr. Dupanloup, évêque d'Orléans, dans une lettre à M. de Pressensé, ministre protestant montre de main de maître toute la gravité de cette crise sociale :

« Oni le péril social est immense, dit-il ; la société française marche aux abîmes : la révolution sociale gagne chaque jour du terrain, et mine le pays à des profondeurs terribles ; en l'absence d'institutions fondées sur un principe de stabilité, rien, absolument rien, ne peut retarder longtemps les catastrophes ; les habiletés, les expédients n'y sauraient plus suffire : aveugle qui ne le voit pas !..... »

Puis plus loin, l'éminent évêque ajoute : «..... Ma conviction profonde, Monsieur, c'est que les maux de la France, si ce qui se prépare échoue, étonneront de nouveau le monde ; nous irons, de calamités en calamités, jusqu'au dernier fond de l'abîme. Et la malediction de l'avenir et de l'histoire s'attachera à ceux qui, pouvant asseoir le pays sur ses bases séculaires, dans la stabilité, la liberté et l'honneur, auront empêché cette œuvre, et précipité cette malheureuse France, au moment même où elle essayait un dernier effort pour se sauver, sur la pente fatale où elle est entraînée, depuis bientôt un siècle, de catastrophe en catastrophe.

« Quelle tristesse, et quels remords, pour certains hommes forcés alors de se dire : il y a eu un jour, une heure, où on aurait pu sauver la France, où notre concours aurait décidé de tout : et nous n'avons pas voulu !..... »

— Les affaires de l'Espagne, déjà si embarrassées par la guerre civile, viennent encore de se compliquer d'une menace de guerre avec les Etats-Unis. Voici à quelle occasion :

Les autorités locales de Cuba ont saisi un navire américain, le *Virginian*, sous accusation de piraterie et la plupart des hommes qui le montaient, furent fusillés au nombre de 111. Le consul américain à Cuba et celui de Madrid ont réclamé auprès du gouvernement espagnol. Ce dernier a d'abord répondu avec arrogance ; tandis que la population menaçait la résidence du Consul américain, et l'attaquait par deux fois ; dans la dernière de ces attaques le Consul a même été blessé.

Les autorités américaines exigent la réparation de ces outrages, et en attendant, elles mettent leurs forces navales en état de prendre la mer et les dirigent sur Cuba.

Si le gouvernement de Madrid ne donne pas satisfaction à celui de Washington, nous aurons peut-être bientôt à déplorer une guerre américaine.

Une observation touchant les végétaux reproducteurs

L'auteur de l'article qui porte ce titre prend pour point de départ un avis qui lui était donné dernièrement, par une personne très-digne de confiance, dans les termes suivants : « Si quelque jour vous aviez à former un bois ou une forêt, défiez-vous des glands qui proviennent des arbres de taillis,